

CONVENTION NATIONALE DEBOUT LA REPUBLIQUE
Samedi 10 avril 2010
Assemblée Nationale

Discours de Nicolas DUPONT-AIGNAN

Il me revient maintenant de clôturer la première partie de notre convention nationale sur l'emploi.

Merci tout d'abord à Jean-Pierre Gérard qui a préparé cet évènement. Oui, je parle d'évènement, tant les idées et propositions qui y furent brassées ont été fortes, justes, porteuses d'un vrai sursaut.

Merci bien sûr à nos invités économistes et chefs d'entreprises, qui ont accepté d'ouvrir grand les fenêtres au moment où notre pays, prisonnier de la pensée unique, est en train de couler.

Qu'on ne s'y trompe pas, je ne suis pas un « décliniste ». Debout la République a justement été créé pour rejeter cette complaisance dans la souffrance collective, ce pessimisme culpabilisant. Notre pays a des atouts, je dirais même plus, compte tenu de la potion amère qu'on lui inflige au gré des idéologies successives qui l'ont gouverné, une capacité de résistance incroyable.

Sa démographie, sa créativité, sa productivité, méritent d'être saluées.

Mais cela ne suffit plus. Ce n'est pas faire preuve d'un pessimisme exagéré que de constater avec lucidité notre perte de substance économique, l'affaiblissement de notre compétitivité, notre déficit extérieur, l'amplification des phénomènes de délocalisation et son symptôme le plus criant, le cancer de notre société... le chômage de masse.

Un chômage de masse caché, dont les chiffres sont trafiqués, qui explique la plupart des maux du pays :

- L'explosion des déficits par manque de recettes ou dépenses nouvelles pour panser les plaies ;
- L'épargne excessive des ménages pour s'en prémunir ;
- L'insécurité, car un Etat affaibli et ruiné ne peut assurer la justice ni faire respecter l'ordre ;
- La désespérance, le repli sur soi, la peur qui n'est jamais bonne conseillère.

Les derniers résultats électoraux expriment ce mal être collectif.

Mais paradoxalement, le monde politique, économique, syndical, est résigné.

Le chômage de masse, la régression sociale, l'incapacité du pays à se projeter dans l'avenir, constituent pour eux une simple donnée, un invariant, une fatalité.

Déjà presque 20 ans que notre cher et très regretté Philippe Séguin lançait son tonitruant « Munich social ».

Tant d'années de résignation, d'incantations électoralistes, de fausses solutions et... une situation qui empire d'année en année.

Une situation apparemment supportable pour la simple raison que l'on endort les Français.

Dans une main les miettes de l'assistanat qui permettent, à plusieurs millions de foyers, tout juste de survivre. Dans l'autre, la morphine de l'euro qui dissimule l'ampleur du déficit extérieur.

Mais jamais une politique qui s'attaque aux causes profondes du mal.

Le système a tenu car l'élection présidentielle a tenu en haleine un peuple désespéré. L'élection de Nicolas Sarkozy a fait croire qu'enfin on allait redresser la barre. Il n'en fut malheureusement rien pour la simple raison qu'aucune politique économique et sociale cohérente n'a été mise en oeuvre.

A l'heure où cet ultime tour de passe-passe tombe le masque, la France ne peut plus tricher avec elle-même.

Les contradictions, les incohérences ne peuvent perdurer. Vous les connaissez, nous les connaissons tous :

- Les frontières ouvertes et les charges sociales les plus élevées.
- L'acceptation d'un euro fort et l'indifférence à la compétitivité ;
- Un discours de conquête technologique et l'abandon de ses filières industrielles ;
- Toutes les faveurs publiques pour un secteur bancaire oligarchique et seulement des belles paroles pour les PME étranglées ;
- Des déficits publics croissants pour acheter le silence des Français et des fausses promesses de réduction des déficits pour Bruxelles.

A force de mentir à chacun pour se concilier les faveurs de tous, la France n'est plus crédible.

Alors oui, l'heure des choix a sonné. L'heure est venue d'un projet politique, économique et social cohérent.

C'est cette cohérence que nous voulons rétablir à Debout la République. La cohérence, souvenez-vous, qui était l'alpha et l'oméga de Jacques Rueff. La journée d'aujourd'hui aura à cet égard été fructueuse. Par cette conclusion, je veux simplement tracer nos pistes de travail qui nous permettront, dans quelques mois, de publier un vrai plan de redressement national, détaillé, concret et chiffré.

En un mot, comment passer du cercle vicieux de la régression économique et sociale signant la disparition de la France, victime de la guerre économique mondiale que les naïfs nomment mondialisation, à un enchaînement vertueux porteur de croissance, d'emploi et de progrès social capable de réconcilier à nouveau les Français avec eux-mêmes.

Nous devons d'abord convaincre nos concitoyens que cela est possible. Aucun peuple ne peut, ne doit en effet accepter d'être saigné par les Diafoirus des temps modernes. Il y a toujours des solutions, quitte d'ailleurs à oser bousculer l'approche conformiste des problèmes, les fausses contraintes qui paraissent éternelles en temps de paix, mais qui s'évanouissent d'elles-mêmes lorsque l'Histoire s'accélère.

Osons briser les tabous qui nous empêchent justement d'engager le redressement de la France.

Ceux qui n'en comprennent pas l'impérative urgence doivent regarder en face l'imminence des troubles sociaux et politiques car un peuple ne peut pas régresser tant sans réagir à un moment ou à un autre.

Mais nous ne convaincrions nos concitoyens de nous suivre que si à l'audace des briseurs de tabous, s'additionne la raison de ceux qui font la croissance. Les chefs d'entreprises qui aiment leur pays, ces dizaines de milliers de créateurs, d'organiseurs, si loin des folies de quelques vedettes du CAC 40, doivent être mobilisés. Les syndicalistes aussi, de même que les salariés qui vivent cette urgence mais ne fourniront l'effort que lorsqu'un cap sera donné et un partage équitable organisé.

Comment faire, donc ?

Permettez-moi de dissocier les mesures qui relèvent du niveau national et celles qui exigent de changer le cadre européen et international. Je veux prouver par là que des premières dispositions auraient pu et devraient être prises sans attendre la nécessaire révision de nos funestes engagements supranationaux.

Pour la simple raison qu'il suffit d'analyser les causes du chômage et de vous écouter pour savoir que beaucoup pourrait être amélioré par une action intérieure méthodique.

Avons-nous tout fait pour conforter nos créateurs, pour restaurer notre compétitivité pour rétablir la cohésion sociale, pour préparer l'avenir des jeunes générations ? Non, bien sûr.

Alors il est évident qu'il faut choisir, car comme le disait Pierre Mendes-France : « Gouverner c'est choisir ».

Plutôt que de s'auto-flageller sur le niveau de la dette publique ou sur la question des retraites, ne serait-il pas plus important de tout faire pour favoriser l'investissement sur notre sol et améliorer notre compétitivité. Car seule la croissance, la productivité, fera grossir le gâteau qui permettra de payer les retraites de nos anciens et notre dette.

Je ne suis pas laxiste mais même l'éditorialiste Mr Eric le Boucher pointe du doigt dans une récente tribune d'un grand journal économique, l'urgence de privilégier la compétitivité sur la question du financement des retraites.

Le sous-investissement chronique depuis 10 ans explique l'échec d'aujourd'hui. Orientons donc tout notre système fiscal vers l'investissement. Pourquoi ne pas baisser l'Impôt sur les Sociétés, pour les bénéficiaires réinvestis ? Est-il normal que les grandes entreprises du CAC 40 se servent de filiales pour échapper à l'impôt avec un taux moyen d'environ 8%, quand les PME versent près de 30% ? Pourquoi aussi ne pas orienter l'épargne des Français vers l'innovation et l'investissement industriel ?

Pourquoi enfin, ne pas reprendre en main le secteur bancaire en utilisant les participations de l'Etat pour les inciter à mieux soutenir les forces vives du pays ?

A ceux qui, je le vois déjà, sourient en se disant que si c'était si facile on l'aurait déjà fait, je veux répondre très simplement que depuis 15 ans l'argent public a malheureusement été affecté à d'autres priorités. Le clientélisme de la gauche avec les 35 heures, le clientélisme sarkozyste avec les 15 milliards de perte de recettes fiscales de la loi Tépé, sans même parler

des 3 milliards de perte engendrés par une baisse de la TVA sur la restauration sans contrepartie réelle.

Alors oui, gouverner c'est choisir !

Tout l'effort doit porter sur la baisse des charges sociales des PME qui, faut-il le rappeler, pèsent le double en France qu'en Allemagne.

La fameuse TVA sociale aurait dû être testée au moins sur quelques points de TVA, comme l'a fait Mme Merkel et comme nous l'avions proposée en son temps.

Rétablir l'égalité de traitement entre les produits importés et ceux fabriqués en France, n'est-ce pas quand même la moindre des choses ! La protection sociale française doit aussi être financée par les importations.

Il faut enfin, bien sûr, plafonner certaines niches fiscales et utiliser ces nouvelles recettes budgétaires pour favoriser l'innovation et la recherche. L'enjeu majeur est bien sûr d'augmenter fortement notre potentiel scientifique.

Toutes ces mesures, vous le voyez, sont réalisables à cadre constant. Mais si rien ne se fera sans les entrepreneurs, rien ne se fera non plus sans esprit de justice, sans associer les salariés au destin commun de la nation et de son économie.

Voilà pourquoi il est impératif de développer la participation, l'actionnariat salarié et de mettre en œuvre une nouvelle conquête sociale, celle de la sécurité professionnelle. Loin d'alourdir ce que certains appellent le fardeau des acquis sociaux, ces deux réformes fondamentales renforceront l'esprit de responsabilité, le progrès social et la force de nos entreprises.

Je propose aussi de restaurer le « fabriqué en France » avec un étiquetage précis indiquant la part de fabrication nationale et européenne d'un bien ou d'un service. Une traçabilité de l'emploi français en quelque sorte. Aucune contrainte particulière si ce n'est la contrainte civique, l'appel au bon sens des millions de consommateurs qui commencent à comprendre que leur consommation, c'est aussi leur emploi.

Mais, me dira-t-on, Bruxelles ne l'acceptera jamais !

Voilà la transition toute trouvée pour aborder la nécessaire refonte de la politique européenne et mondiale si nous voulons vraiment permettre à notre capacité de redressement de donner toute sa mesure. Car, il va de soi que si nous pouvons faire mieux, vraiment mieux dans le cadre actuel, je reste convaincu qu'il nous faut changer ce cadre pour sauver la France et l'Europe d'une menace de désintégration et de sortie de l'histoire.

Permettez-moi, à cet égard, de citer Jacques Attali qui écrivait récemment : « Mais, en réalité, sortir de l'Histoire, c'est d'abord perdre ses principaux marchés, c'est voir ses entreprises les plus compétitives devenir des cibles de rachat ou être copiées et sauvagement concurrencées, c'est voir partir ses centres de décision et ses élites, c'est ne plus être un acteur des grands événements du monde, même ceux qui déterminent son propre avenir. »

Il a bien raison. L'Europe est en train de sortir de l'Histoire et c'est pourquoi il serait vain de vouloir sauver la France sans redessiner de fond en comble les institutions européennes. C'est pourquoi il y a urgence à briser les tabous majeurs et à reconstruire des politiques solides et justes.

A ceux qui se refusent à regarder les choses en face, je veux tout d'abord rappeler que c'est l'Europe qui paye la crise née aux Etats-Unis. Un recul de 4% du PIB en 2009 pour la zone euro et une croissance en 2010 qui se traîne selon les estimations autour de 1% maximum, quand elle repart partout ailleurs.

Si la France se ment à elle-même, ne voulant pas ouvrir les yeux sur le nécessaire effort à fournir, l'Europe se ment aussi à elle-même, se refusant à mesurer les conséquences de sa capitulation politique permanente.

« Le réel est congédié », comme en Union soviétique aux pires années, une construction artificielle est mythifiée, dissimulant d'ailleurs les intérêts bien compris d'une oligarchie mondialisée.

Les peuples gênent, on les fait taire. Les nations dérangent, on les casse. Les Etats coûtent, on les démantèle.

Alors que les Etats-Unis, la Chine, le Brésil, l'Inde, ont chacun leur stratégie de puissance fondée sur le ressort national et populaire, l'Europe a commis l'erreur tragique de vouloir casser ces ressorts sans même s'en doter parallèlement de nouveaux, si tant est, bien entendu, que cela soit possible...

Les Anglais l'ont toujours su, les Allemands l'ont désormais compris et n'hésitent plus à voler de leurs propres ailes. Les dirigeants français, naïfs et défaitistes, s'accrochent au mythe de substitution puisqu'ils n'osent plus parler de la France et défendre ses intérêts.

Personne ne peut se réjouir de cette situation. L'enjeu des prochaines années est de passer de cette supranationalité inefficace à une nouvelle Europe à géométrie variable, celle des coopérations entre nations libres et adultes.

S'appuyer sur les ressorts nationaux et valoriser des partenariats européens, voilà la seule façon réaliste pour l'Europe de s'en sortir dans le monde du XXIème siècle.

La question monétaire est au cœur de tout. Ce qui devait arriver est en train d'arriver. La construction artificielle, idéologique de l'euro, monnaie unique, au service d'un seul pays, l'Allemagne, s'effondre sous nos yeux. Mais, chut... ne le dites pas !

La question est simple : sommes-nous capables de réussir le passage de la monnaie unique à la monnaie commune, ou allons-nous laisser la zone euro exploser en plein vol après avoir essoré la plupart des peuples européens dont le nôtre ?

La raison serait de demander à l'Allemagne de sortir de la zone euro pour pouvoir assumer les conséquences d'une désinflation compétitive égoïste et sans issue. Comme l'écrit fort justement Frédéric Lordon : « l'Allemagne est donc venue au point où ses idées fixes de politique économique entrent ouvertement en contradiction avec ses propres engagements européens »

Écoutons aussi Christian Saint-Etienne, qui n'a pourtant rien d'un gaulliste convaincu : « L'euro, qui était présenté en septembre-octobre 2008 comme un bouclier face à la crise, s'est révélé être un couvercle étouffant !

L'Allemagne, menant une politique de désinflation salariale compétitive au sein de la zone, affaiblit ses partenaires en croquant des pans entiers de leur demande intérieure, tout en les empêchant d'exporter chez elle par manque de demande intérieure. Que ce choix soit suicidaire pour l'Allemagne elle-même à moyen terme ne retient pas ce pays d'accentuer sa politique, fasciné qu'il est par l'incapacité de la France et de l'Italie à réagir alors que, sans forcer le trait, il dépèce ces pays à vif.

Tant que la France et l'Italie ne s'insurgeront pas contre cette politique en menaçant de quitter ensemble la zone si l'Allemagne ne revient pas à une politique coopérative. »

En effet, constatons avec Christian Saint-Etienne que le système est intenable. Ce, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord la politique de change de la Banque centrale européenne est absurde, laissant les États-Unis et la Chine mettre en œuvre un protectionnisme monétaire sans précédent en laissant leur monnaie sous évaluée.

Ensuite, l'idée même d'une monnaie unique plaquée sur des structures économiques différentes est difficile à faire fonctionner. La preuve, les coûts salariaux unitaires depuis la mise en œuvre de l'euro ont augmenté de 2% en Allemagne, de 20% en France et dans la zone euro, de 41% en Espagne et de 45% en Grèce !!

Ce qui avait été prévu dès 1992 par Philippe Séguin et Marie-France Garaud est en train de se produire. Puisque ces pays ne peuvent plus dévaluer leur monnaie, c'est le chômage qui devient la seule variable d'ajustement. Des millions de vies brisées, un déficit budgétaire qui explose, un déficit du commerce extérieur croissant et une dette en boule de neige.

Enfin, comble de tout, les promoteurs de la zone euro confrontés à cette difficulté de taille, plongent la tête dans le sable comme des autruches. L'Allemagne qui en profite le plus décide de scier la branche sur laquelle elle est assise en refusant toute solidarité financière, au demeurant, il faut le reconnaître politiquement difficile.

Mais comment peut-elle exprimer une position si incohérente ? Comme le remarque avec pertinence Martin Wolf : « la Chine et l'Allemagne estiment que leurs clients devraient continuer à acheter, mais cesser d'emprunter de manière inconsidérée. Du fait que leurs excédents creusent les déficits des autres pays, cette position est incohérente. Les pays excédentaires doivent financer les pays déficitaires. Si l'endettement devient trop lourd, les débiteurs seront acculés au défaut de paiement.

Pendant ce temps, les pays qui, par le passé, présentaient d'énormes déficits extérieurs ne peuvent réduire les déficits budgétaires massifs que par une forte relance de leurs exportations nettes. Si les pays excédentaires ne sont pas capables de compenser cela par une augmentation de la demande agrégée, le monde s'engagera dans une bataille protectionniste : chacun cherchera désespérément à refiler l'offre excédentaire à ses partenaires commerciaux. Ce fut aussi un aspect important de la catastrophe des années 1930 ».

L'issue de ce bras de fer est écrite.

Tout d'abord la saignée en Grèce, en Espagne et puis en Italie et en France. Ensuite des conflits sociaux majeurs car aucun peuple ne peut accepter d'être asphyxié indéfiniment et enfin la sortie de l'euro, seul moyen de dévaluer pour retrouver une marge de manœuvre.

La France, plutôt que de faire semblant, devrait oser avec nos amis allemands le discours de la vérité. Plusieurs solutions sont envisageables : le retour aux monnaies nationales, une zone euro partagée en 2 ou 3 cercles comme vient de le proposer Christian Saint-Etienne ou le compromis de la monnaie commune comme je le propose avec Jean-Pierre Gérard.

Plus tôt nous anticiperons la transformation de la zone euro, plus vite nous éviterons les troubles sociaux, la résurgence des nationalismes et le chaos européen.

Mais, si nous voulons retrouver la croissance en France et en Europe, il faudra aussi briser deux autres tabous majeurs. Celui de la toute-puissance de la finance et des banques tout d'abord, celui du libre échange déloyal ensuite.

Les chefs d'Etat et de Gouvernement ont été capables, et ils ont eu raison, de se rassembler pour éviter l'effondrement en cascade du système bancaire. Comment comprendre qu'ils ne le soient plus pour l'encadrer ? Qui sont les maîtres de qui ?

Ils donnent raison ainsi à Thomas Jefferson (1802) : « Je considère que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si jamais le peuple américain autorise les institutions financières à contrôler leur masse monétaire, les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs possessions, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs pères avaient conquise. »

Et on pourrait encore citer, Woodrow Wilson : « Je suis un homme des plus malheureux. J'ai inconsciemment ruiné mon pays. Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit est concentré dans le privé. La croissance de notre nation, en conséquence, ainsi que toutes nos activités, sont entre les mains de quelques hommes. Nous en sommes venus à être un des gouvernements les plus mal dirigés du monde civilisé, un des plus contrôlés et dominés non pas par la conviction et le vote de la majorité mais par l'opinion et la force d'un petit groupe d'hommes dominants. »

Ou enfin, Thomas Edison : « il est absurde de dire que notre pays peut émettre des millions en obligations, et pas des millions en monnaie. Les deux sont des promesses de payer, mais l'un engraisse les usuriers, et l'autre aiderait le peuple. Si l'argent émis par le gouvernement n'était pas bon, alors, les obligations ne seraient pas bonnes non plus. C'est une situation terrible lorsque le gouvernement, pour augmenter la richesse nationale, doit s'endetter et se soumettre à payer des intérêts ruineux ».

Il faut donc non seulement séparer à nouveau les banques d'investissement et de dépôts comme le propose Mr Paul Volcker (Conseiller du Président Obama et ancien patron de la Fed) mais aussi briser le tabou du refus de la monétisation de la dette publique.

Comment accepter en effet de refinancer les banques à 1% et de les voir prêter aux Etats à 3% ou même 7% pour la Grèce ?

Comment accepter de tailler dans les dépenses d'éducation, de recherche pour payer des intérêts d'emprunt qui auraient pu être réduits, voire supprimés ?

Crime de lèse majesté ? Non ! Le Japon, par exemple, refinance sa dette à des taux beaucoup plus réduits car l'épargne intérieure du pays y supplée et la coopération entre la banque centrale japonaise et le gouvernement est très étroite.

Les Etats-Unis ne se sont pas gênés pour monétiser une partie de leur dette publique.

La France s'y refuse stupidement depuis la funeste décision de 1973, inscrite par la suite dans le marbre de Maastricht puis de Lisbonne.

Il ne s'agit pas pour moi d'être laxiste, mais il est tout à fait possible de modifier les statuts de la Banque centrale européenne pour permettre le financement de grands équipements publics.

Car l'Europe, la France ont besoin d'investissements massifs dans la connaissance et la science. De surcroît ceux qui s'inquiètent du risque d'inflation feraient mieux de regarder l'explosion des bulles spéculatives financées par les banques occidentales grâce aux dépôts des particuliers et aux agios infligés injustement aux PME !

En vérité, la question centrale est simple. Le pouvoir politique veut-il reprendre la main sur le pouvoir financier ? La création monétaire est-elle du domaine privé ou public ? Le bien public a-t-il encore un sens ?

Je ne fais qu'ouvrir le débat mais ce qui est sûr c'est que le système d'aujourd'hui n'a pas été plus raisonnable que celui qu'il avait remplacé !

Enfin, comment ne pas conclure notre propos sans aborder le tabou du libre échange total. Tout a déjà été dit, écrit par notre maître à tous Maurice Allais. L'enjeu est de passer du libre échange déloyal au libre échange équitable.

Un juste équilibre entre le protectionnisme qui étouffe et le libre échange intégral qui dévaste et nivelle par le bas. Mais là aussi, encore faut-il que le pouvoir politique redevienne le pouvoir politique, ce qu'il n'a d'ailleurs jamais cessé d'être dans la plupart des pays non européens, Chine et Etats-Unis en tête.

Encore faut-il des zones régionales qui sachent commercer entre elles.

C'est un défi majeur pour l'Afrique si l'on veut sauver ce continent et éviter des migrations déstabilisantes.

C'est aussi un défi majeur pour l'Europe, qui se doit de faire rayonner sa civilisation et le modèle social inscrit en son cœur et non la saborder comme aujourd'hui.

C'est un défi majeur enfin pour la survie de la planète, car bien évidemment aujourd'hui les délocalisations sont le moyen de contourner l'obligation écologique européenne.

Vous le voyez, mes chers amis, nous ne manquons pas d'audace pour enfin remporter la bataille contre le chômage de masse et la régression sociale.

Pour traiter enfin à la racine les problèmes des Français et des Européens nous avons évoqué beaucoup de pistes de travail. Allant volontairement des plus traditionnelles aux plus originales.

Certaines vous paraîtront trop conformistes, d'autres, à l'inverse, trop osées.

En vérité, pour gagner la bataille du chômage nous devons attaquer le mal de tous les côtés. C'est la globalité, la cohérence et l'immédiateté de nos solutions qui nous permettront de franchir l'effet de seuil nécessaire au retour de la prospérité.

Oui, il faut demander un effort aux Français, car nous devons être les meilleurs dans un monde de compétition. Mais il faut aussi changer les règles du jeu quand on a accepté un système monétaire, financier et des échanges qui démolissent notre nation et ruinent tous les efforts.

En 1958, le Général de Gaulle et Jacques Rueff ont opéré un magnifique redressement car ils ont su justement se donner une vraie marge de manœuvre, faire preuve ensuite de rigueur collective, investir dans l'avenir et enfin, mais j'aurais dû commencer par là, associer les Français à cet objectif.

Humanisme, indépendance, effort de tous au profit de tous, vont ensemble.

Voilà notre défi aujourd'hui. La France est au bord du gouffre, le monde a changé mais la problématique est restée la même depuis la naissance de notre pays. Les Français veulent-ils encore maîtriser leur destin ? Veulent-ils rester libres, vivre de leur travail, penser le monde ?

A nous, au moment où ils sont le plus découragés, de leur proposer une voie exigeante et juste. A eux, ensuite, de faire « leur » choix, d'assumer cette part de gouvernement direct du pays qui leur revient.

Nicolas DUPONT-AIGNAN

Député de l'Essonne

Président du rassemblement gaulliste Debout la République